

# Règlement de Consultation

Objet du Marché 2025-003 :  
Réalisation d'une étude de faisabilité pour la  
restauration de la Reyssouze à Saint Julien-sur-  
Reyssouze

Remise des offres : **30 avril 2025 à 16h.**

Maître d'ouvrage :

Syndicat du Bassin Versant de la Reyssouze  
15 place de la Résistance  
01340 Montrevel-en-Bresse



# Sommaire



<b>1</b>	<b>Objet du marché</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>Conditions de la consultation</b>	<b>3</b>
2.1	Mission et forme du marché	3
2.1.1	Tranche ferme :	3
2.1.2	Tranches optionnelles	4
2.2	Mode de la consultation	4
2.3	Compétences minimales exigées et code CPV	4
2.4	Forme juridique de l'attributaire	4
2.4.1	Dispositions pour les co-traitants	4
2.4.2	Dispositions pour les sous-traitants	5
2.5	Durée du marché – Délai d'exécution	5
2.5.1	Durée du contrat	5
2.5.2	Délais d'exécution	5
2.6	Prestations supplémentaires éventuelles	6
2.7	Délai de validité des offres	6
2.8	Modification du dossier de consultation	6
<b>3</b>	<b>Contenu du dossier de consultation</b>	<b>6</b>
<b>4</b>	<b>Présentation des candidatures et des offres</b>	<b>6</b>
4.1	Renseignements relatifs à la candidature	7
4.1.1	Capacité administrative, juridique et financière	7
4.1.2	Capacité professionnelles et capacités techniques	7
4.1.3	Capacité économique et financière du candidat	8
4.2	Renseignements relatifs à l'offre	8
<b>5</b>	<b>Jugement des offres</b>	<b>8</b>
5.1	Critères de jugement des candidatures	8
5.2	Critères de jugement des offres	9
5.2.1	Appréciation de la valeur technique (55 points)	9
5.2.2	Appréciation du prix (45 pts)	10
5.3	Classement des offres et négociation	11
5.4	Date limite de remise des offres	11
5.5	Attribution du marché	11
<b>6</b>	<b>Conditions d'envoi et de remise des offres</b>	<b>11</b>
6.1	Transmission par voie électronique	11

6.2 Horodatage 12

6.3 Présentation des dossiers et formats de fichiers 12

## 1 Objet du marché

L'objet de la présente consultation est une mission de prestation intellectuelle pour un projet de restauration de la Reyssouze sur la commune de Saint-Julien-sur-Reyssouze (01560).

Le présent contrat est un marché ordinaire. Il s'agit d'un marché fractionné :

- une tranche ferme :

- Etude de diagnostic (DIA)
- Etude d'avant projet (AVP) dont production d'esquisses paysagères
- Organisation de la concertation

- deux tranches optionnelles :

- MC1 : Assistance à la passation de marchés d'études topographiques
- MC2 : Assistance à la passation de marchés d'études géotechniques

Ces dernières seront affermies par ordre de service.

La mission correspond à une étude de faisabilité allant jusqu'au stade d'Avant Projet détaillé dont les objectifs opérationnels seront :

- l'arasement de deux vannes clapet,
- la restauration de la Reyssouze sur 6 km et le Reyssouzet sur un linéaire de 1 km,
- la valorisation de l'aménagement pour le grand public.

## 2 Conditions de la consultation

### 2.1 Mission et forme du marché

Le marché présente un lot unique.

Le marché sera décomposé en 1 tranche ferme et 2 tranches optionnelles en application des articles R2113-4, R2113-5 et R2113-6 du Code de la Commande Publique.

Les prestations de la tranche ferme doivent constituer un ensemble cohérent ; il en est de même des prestations de chaque tranche optionnelle compte tenu des prestations de toutes les tranches antérieures.

L'exécution de chaque tranche optionnelle est subordonnée à la décision de l'acheteur de l'affermir, notifiée au titulaire dans les conditions fixées par le marché.

#### 2.1.1 Tranche ferme :

Sur l'intégralité du périmètre de projet :

Etude et définition de scénarii au stade avant-projet (AVP) pour la restauration de la Reyssouze par arasement de la vanne de Saint-Julien-sur-Reyssouze. La mission est structurée en deux phases principales :

- Étude de diagnostic (DIA)
- Étude d'avant-projet (AVP)
- Organisation de la concertation

L'objectif est de concevoir un AVP fondé sur un diagnostic intégrant les dimensions écologique, paysagère, sociale et fonctionnelle du périmètre d'étude. La concertation sera menée parallèlement



à l'étude technique afin d'enrichir l'analyse et de favoriser l'adhésion au projet sur l'intégralité de l'enveloppe d'étude définie dans le CCTP.

Le prestataire assurera également la communication et la concertation avec les partenaires techniques et financiers. Toute communication externe sur les études et travaux (notamment via les réseaux sociaux et la presse) devra faire l'objet d'une autorisation préalable du maître d'ouvrage.

### 2.1.2 Tranches optionnelles

- MC1 : Assistance à la passation de marchés d'études topographiques
- MC2 : Assistance à la passation de marchés d'études géotechniques

## 2.2 Mode de la consultation

Conformément à l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique, le marché est passé par procédure adaptée.

Conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage a prévu la possibilité de négocier avec les trois meilleurs candidats mais se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

Le maître d'ouvrage décide de ne pas allouer le marché pour les raisons suivantes : l'objet de ce marché nécessite une cohérence et une coordination entre les différentes approches requises lors de la conception et la réalisation d'études. En application de l'article L. 2113-11 du code de la commande publique, la dévolution en lots séparés ajouterait de la complexité à l'exécution des prestations et rendrait les prestations plus coûteuses pour l'acheteur.

## 2.3 Compétences minimales exigées et code CPV

Le candidat présentera une équipe qui dispose de compétences fortes en :

- Hydrologie, hydraulique
- Restauration écologique des milieux aquatiques
- Etude et conception architecturale et paysagère
- Concertation, médiation et intelligence collective

### Nomenclature CPV :

71241000-9 Etudes de faisabilité, service de conseil, analyse

## 2.4 Forme juridique de l'attributaire

### 2.4.1 Dispositions pour les co-traitants

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats. Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera

désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

#### **2.4.2 Dispositions pour les sous-traitants**

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

### **2.5 Durée du marché – Délai d'exécution**

Le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

#### **2.5.1 Durée du contrat**

Le marché est conclu pour une durée ferme de dix-huit (18) mois à compter de la notification du présent marché.

#### **2.5.2 Délais d'exécution**

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque ordre de service conformément aux stipulations des pièces du marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

## 2.6 Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

## 2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours calendaires à compter de la date de limite de réception des offres.

## 2.8 Modification du dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 8 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

Dans l'hypothèse d'un report de la date limite de réception des offres, les dispositions du présent article sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

## 3 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- le règlement de la consultation
- un modèle d'acte d'engagement
- la décomposition du prix global et forfaitaire
- le cahier des clauses administratives particulières
- le cahier des clauses techniques particulières

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé. Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <https://marchespublics.ain.fr>

## 4 Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront intégralement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Afin de faciliter l'analyse des candidatures et des offres par le pouvoir adjudicateur, il est demandé aux candidats de présenter de façon séparée (sous la forme de deux dossiers distincts) d'une part

les éléments relatifs à la candidature et d'autre part ceux relatifs à l'offre. Chaque pièce étant présentée de manière distincte et non sous un seul et même fichier (pas de PDF global).

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes obligatoirement complétées et rédigées en français.

## 4.1 Renseignements relatifs à la candidature

Les candidats auront à produire un dossier projet de marché nommé CANDIDATURE comprenant les pièces listées ci-dessous :

### 4.1.1 Capacité administrative, juridique et financière

- DC1 (formulaire à jour du 01/04/2019) ou lettre de candidature et de désignation du mandataire par ses co-traitants avec :
  - ⇒ indication des prestations exécutées par chaque membre du groupement,
  - ⇒ déclaration sur l'honneur indiquant que le candidat individuel ou chaque membre du groupement déclare n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.

Dans l'hypothèse où le candidat ou l'un des membres du groupement est admis à une procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra justifier d'un plan de redressement en apportant la preuve en fournissant la copie du ou des jugements prononcés. En cas de groupement d'opérateurs : l'habilitation du mandataire par son (ses) co-traitant(s).

- DC2 déclaration du candidat (formulaire à jour du 01/04/2019)

En application de l'article R 2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés ci-dessus.

En ce qui concerne les conditions de participation, le candidat n'est pas autorisé à se limiter à indiquer dans le Document Unique de Marché Européen qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises. En conséquence, il est demandé aux candidats de remettre les renseignements et documents mentionnés ci-dessous.

En cas de groupement, chacun des membres du groupement fournira un DC2.

En cas de groupement momentané d'entreprises, chaque entreprise membre du groupement devra remettre un Document Unique de Marché Européen.

En cas de sous-traitance, chaque sous-traitant devra remettre un Document Unique de Marché Européen.

### 4.1.2 Capacité professionnelles et capacités techniques

La preuve de la capacité professionnelle du candidat ou de chaque membre du groupement à exécuter les prestations doit être apportée par :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.



- Une liste des principales prestations réalisées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Les prestations de services sont prouvées par des attestations ou à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- Agrément ou titre d'études et professionnels de l'équipe projet.

#### 4.1.3 Capacité économique et financière du candidat

La preuve de la capacité économique et financière du candidat ou de chaque membre du groupement à exécuter les prestations doit être apportée par :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du concernant l'objet du marché public portant sur les trois derniers exercices disponibles.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

## 4.2 Renseignements relatifs à l'offre

Les candidats auront à produire un dossier projet de marché nommé OFFRE comprenant les pièces listées ci-dessous :

- L'acte d'engagement à compléter, dater et signer par le représentant qualifié du candidat unique ou par le mandataire du groupement dûment habilité. Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (déclaration de sous-traitance DC4 à jour du 01/01/2024).
- La décomposition du prix
- Une note méthodologique commune au groupement d'opérateurs économiques ou un mémoire technique qui contiendra :
  - Les éléments nécessaires à l'appréciation des sous critères indiqués dans l'article "jugement des offres".
  - Le mémoire technique.

## 5 Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

### 5.1 Critères de jugement des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 3 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- garanties et capacités techniques (R2142-13)
- capacités professionnelles, références (R2142-14)

Seront exclus de la procédure les candidats :

- sous le coup d'une condamnation définitive conformément à l'article L2141-1 du code de la commande publique,
- qui ne sont pas en règle avec l'administration fiscale et sociale conformément à l'article L2141-2 du code de la commande publique,
- qui entrent dans les conditions décrites au L2141-3, L2141-4 et L2141-5 du code de la commande publique

## 5.2 Critères de jugement des offres

Les offres se verront attribuées 2 notes qui permettront le jugement final des offres sur 100 points et décomposée comme suit :

Critère de jugement des offres	
Valeur technique	55 points
Prix	45 points

### 5.2.1 Appréciation de la valeur technique (55 points)

#### 5.2.1.1 Critères d'évaluation

La valeur technique de l'offre sera appréciée en fonction des éléments suivants qui devront figurer dans la note méthodologique :

Points	Critères
5	Compréhension du contexte, connaissance du site, des acteurs et des enjeux du secteur
10	Méthodologie de l'approche hydraulique : Techniques de modélisation et respect de la demande du maître d'ouvrage (format, solutions et attentes minimales), méthode de définition du fonctionnement hydraulique actuel et futur
10	Méthodologie de l'approche restaurative : Techniques de restauration maîtrisées et envisagées pour ce site, prise en compte des milieux annexes (zones humides notamment), méthode d'appréciation des continuités écologiques, méthode d'intégration des inventaires faune-flore et intégration de la doctrine ERC
10	Méthodologie de l'approche paysagère : Techniques d'études et de diagnostic par qualification des paysages, de leurs éléments structurants, de leurs unités et de leurs dynamiques (par phases : nombre et types des plans, esquisses et vues envisagées),

	intégration de l'identité locale, lignes de forces et structures, du patrimoine bâti et naturel, définition des principes d'aménagements compatibles avec le cadre paysager.
10	Méthodologie de l'approche de concertation et sociale : Méthodologie de consultation des acteurs, usagers et riverains en lien avec le projet, analyses des représentations, identification des conflits d'usages, prise en compte des sensibilités locales
10	Composition de l'équipe, moyens matériels, humains, qualifications et temps consacré global et par approche pour adéquation aux besoins d'une démarche pluridisciplinaire et d'un diagnostic croisé, cohérence avec les missions et interactions entre les pôles techniques de la mission, définition du pilotage et de la mobilisation des compétences en fonction des besoins

#### 5.2.1.2 Méthode de notation de la valeur technique

Les notes sont attribuées à chaque sous-critère en fonction des réponses fournies, la grille de notation étant la suivante :

Note	Justification
0	Le candidat n'a fourni aucune information sur le critère.
1	Le candidat a fourni l'information ou le document, mais le contenu ne répond pas aux exigences.
2	Le candidat a fourni l'information ou le document, mais le contenu ne répond que partiellement aux exigences.
3	Le candidat a fourni l'information ou le document et le contenu répond aux exigences minimales, mais sans avantage particulier par rapport aux autres candidats.
4	Le candidat a fourni l'information ou le document et le contenu répond aux exigences minimales et présente quelques avantages particuliers par rapport aux autres candidats, mais sans surdimensionner son offre par rapport aux besoins du marché.
5	Le candidat a fourni l'information ou le document et le contenu répond aux exigences et présente des avantages très significativement supérieurs aux autres candidats, mais sans surdimensionner son offre par rapport aux besoins du marché.

Une fois le sous-critère noté de 0 à 5 (les décimales sont autorisées), la note du sous critère est ramenée en nombre de points équivalents pour le critère noté.

Le cumul de chaque sous critère permet d'obtenir la notation du critère valeur technique sur 55

#### 5.2.2 Appréciation du prix (45 pts)

L'appréciation du prix sera réalisée en fonction du rapport au moins-disant.

**Note de l'offre** =  $(\text{Offre}_{\text{moins-disant}} / \text{Prix offre}_{\text{candidat}}) \times 45 \text{ pts}$

- offre<sub>moins-disant</sub> = Somme en euros HT de la proposition reçue la moins disante pour la tranche ferme (DIA + AVP) et des missions complémentaires (MC1 + MC2)
- offre<sub>candidat</sub> = Somme en euros HT de la proposition du candidat examiné pour la tranche ferme (DIA + AVP) et des missions complémentaires (MC1 + MC2)

### 5.3 Classement des offres et négociation

Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres.

A l'issue du premier classement, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec la ou les meilleurs candidats. Le pouvoir adjudicateur informe par écrit le ou les candidats des conditions, des formes, identiques pour les candidats en phase de négociation.

La négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix. Il est strictement interdit au candidat de poser une question relative aux autres candidats ou autres offres. Au plus tard à la date de fin de négociation, chacun des candidats communique au pouvoir adjudicateur un document indiquant clairement et précisément quels points de son offre sont modifiés.

Après la date de fin de négociation, le pouvoir adjudicateur établit un classement définitif au regard des critères définis dans le présent règlement de la consultation.

### 5.4 Date limite de remise des offres

La visite de site est laissée à la liberté du candidat.

La date limite de réception des offres est fixée au **30 avril 2025 à 16h**.

### 5.5 Attribution du marché

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

## 6 Conditions d'envoi et de remise des offres

### 6.1 Transmission par voie électronique

La transmission des documents est réalisée par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marchespublics.ain.fr> sous l'annonce « 2025-003 : Réalisation d'une étude de faisabilité pour la restauration de la Reyssouze à Saint Julien-sur-Reyssouze ».

La candidature ne nécessite pas de signature électronique.

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des candidats sur les délais de téléchargement et de chiffrement inhérents à la transmission électronique des offres via la plate-forme.

## 6.2 Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un accusé de réception est adressé au candidat par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits à l'article 6 du règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

## 6.3 Présentation des dossiers et formats de fichiers

La transmission par voie électronique de l'offre devra respecter les conditions de formes applicables à la transmission sur support papier.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : .zip ; .doc ; .odt ; .pdf ; .rtf ; .txt ; .ods ; .xls ; .ppt ; .dwg ; .dxf ou pour les images .bmp, .jpg, .gif.

En cas de format différent, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de rejeter l'offre du candidat. Il est souhaitable que la taille de chaque fichier (document ou .zip) n'excède pas 20 Mo.